



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question écrite n° 13203

Texte de la question

M. Pascal Terrasse attire l'attention Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi sur la question de la fusion ANPE/Unédic et la perspective de création d'un établissement fusionné dont le statut inquiète fortement les organisations syndicales. Le projet de fusion intègre, au-delà de sa structure, le statut du contrat de travail, la réforme du marché du travail, la sécurisation des parcours, les systèmes d'indemnisation des demandeurs d'emploi. On note également la disparition du terme « public », un nouveau statut du personnel de droit privé ; les salariés de l'ANPE relevant d'un statut public et les salariés des ASSEDIC, régis par une convention collective, pourraient y être affectés ; pour les nouveaux postes, ils seraient embauchés directement sous le nouveau statut. Ces dispositions font craindre la fin des garanties offertes par le statut public du personnel. Dans son discours de Mâcon du 8 octobre 2007, le Président de la République avait affirmé que le libre choix de leur statut serait laissé aux personnels. Pourtant, tel que cela apparaît dans le projet de loi présenté par le Gouvernement, il semble que cet engagement ne soit pas retenu, les salariés bénéficiant seulement d'un allongement éventuel du délai, communément prévu par l'article 122-12 du code du travail, jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord collectif. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser les intentions du Gouvernement sur cette question.

Texte de la réponse

La France entend respecter les engagements pris lors de la ratification de la convention n° 88 de l'OIT. C'est pourquoi la loi rappelle que les agents de l'institution nationale sont chargés d'une mission de service public et que leur convention collective devra comporter les stipulations en matière de stabilité de l'emploi et de protection à l'égard des influences extérieures nécessaires à l'accomplissement de cette mission. Par ailleurs, lors du comité supérieur de l'emploi du 19 novembre 2007, la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi a eu l'occasion d'affirmer que la mise en place de la fusion s'effectuerait pour les personnels dans des conditions propices à les rassurer pleinement sur leur situation et leur emploi. Le statut des agents de la nouvelle institution sera fixé par une convention collective agréée par l'État (L. 311-7-7). Des dispositions spécifiques sont prévues à l'article 7 de la loi pour permettre aux personnels issus de l'ANPE et de l'ensemble Unédic-Assédic de conserver, pendant la période de transition, les garanties résultant de leurs statuts respectifs. La convention collective d'accueil devra comporter les garanties nécessaires à l'accomplissement des missions de service public de l'institution. L'article 7 organise le transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et des personnels de l'Unédic et des Assédic qui participent aux missions de l'institution. Des garanties sont prévues pour les personnels issus de l'ANPE et du réseau Unédic-Assédic, selon des modalités qui tiennent compte des spécificités de leur statut respectif. Ainsi, les personnels de l'ANPE auront un droit d'option entre le régime statutaire du décret du 31 décembre 2003 portant statut des agents contractuels de droit public de l'ANPE et la nouvelle convention collective applicable aux personnels de l'institution. Quant aux agents de l'Unédic et des Assédic, ils conservent leur convention collective, qui leur est applicable actuellement, jusqu'à ce qu'une nouvelle convention couvrant l'ensemble des agents de la nouvelle institution ait pu être négociée. La deuxième garantie sur laquelle la ministre s'est engagé concerne l'absence de réduction des effectifs liée à la fusion.

L'objet de la réforme n'est pas de réduire les effectifs mais bien au contraire de tirer parti de celle-ci pour accroître les moyens directement mis au service des usagers pour accompagner l'ensemble des demandeurs d'emploi, indemnisés ou non indemnisés, et en particulier les personnes les plus éloignées de l'emploi. Enfin, dans le cadre de la réorganisation du réseau et de la mise en place d'un maillage territorial cohérent et de proximité, il n'y aura pas de mobilité imposée. Les mobilités seront proposées ainsi que d'autres possibilités telle la polyvalence et la formation.

Données clés

Auteur : [M. Pascal Terrasse](#)

Circonscription : Ardèche (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13203

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 décembre 2007, page 7938

Réponse publiée le : 2 septembre 2008, page 7582